

Urban History Review Revue d'histoire urbaine

URBAN HISTORY REVIEW
REVUE D'HISTOIRE URBAINE

Klein, Juan-Luis; Caroline Andrew; Pierre W. Boudreault; et Richard Morin, eds. *Aménagement et développement; vers des nouvelles pratiques ?* Montréal : L'Association canadienne française pour l'avancement des sciences, Cahiers de l'A.C.F.A.S., No. 38, 1986. Pp. 199. \$7.50 paper

Pierre Filion

Volume 16, Number 1, June 1987

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1017959ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1017959ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Urban History Review / Revue d'histoire urbaine

ISSN

0703-0428 (print)

1918-5138 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Filion, P. (1987). Review of [Klein, Juan-Luis; Caroline Andrew; Pierre W. Boudreault; et Richard Morin, eds. *Aménagement et développement; vers des nouvelles pratiques ?* Montréal : L'Association canadienne française pour l'avancement des sciences, Cahiers de l'A.C.F.A.S., No. 38, 1986. Pp. 199. \$7.50 paper]. *Urban History Review / Revue d'histoire urbaine*, 16(1), 134–135. <https://doi.org/10.7202/1017959ar>

All Rights Reserved © Urban History Review / Revue d'histoire urbaine, 1987

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

Érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

buyer beware: this is not the place to read how the R.C.M. shed its radicalism, became a party of moderate reform, and prepared itself for power.

Andrew Sancton
Department of Political Science
The University of Western Ontario

Klein, Juan-Luis; Caroline Andrew; Pierre W. Boudreault; et Richard Morin, eds. *Aménagement et développement: vers des nouvelles pratiques?* Montréal: L'Association canadienne française pour l'avancement des sciences, Cahiers de l'A.C.F.A.S., No. 38, 1986. Pp. 199. \$7.50 paper.

Ce livre offre une version éditée des actes du colloque intitulé «Aménagement et développement: vers de nouvelles pratiques», tenu en mai 1985 dans le cadre de la section Aménagement et urbanisme de la conférence annuelle de l'Association canadienne française pour l'avancement des sciences (A.C.F.A.S.). Ce livre représente une importante addition à la déjà longue liste d'ouvrages sur les questions urbaines et régionales publiés par l'A.C.F.A.S.

Le livre est divisé en quatre sections, chacune organisée autour d'un thème en particulier. La première section s'intitule «Pouvoir local et mouvements sociaux, distances et médiations». Les collaborateurs y traitent de l'évolution de mouvements sociaux au niveau local, ainsi que du projet social dont ils sont porteurs. Jean-Pierre Collin et Annick Germain mettent en parallèle, dans le premier texte de cette section, deux formes de corporatisme qui ont vu le jour à Montréal au cours des années quarante et cinquante: le corporatisme «municipal» et le corporatisme social. Si le premier modèle était le fait de groupes d'intérêt engagés dans des efforts visant à orienter l'administration municipale vers la rénovation urbaine, le second relevait de la recherche par des travailleurs, d'une mesure d'autosuffisance dans la production de leur logement et de leur quartier. Dans le second texte, Greg Allain et Serge Côté retracent le cheminement des Conseils régionaux du nord du Nouveau-Brunswick. Ils relatent leur émergence dans l'euphorie de la participation populaire déclenchée par le programme fédéral Aménagement rural et développement agricole (A.R.D.A.), au début des années soixante. Allain et Côté ouvrent aussi une perspective sur leur déclin qui s'est produit dans un climat d'attentes trahies et de formation de groupes populaires dont les objectifs étaient mieux définis que ceux des Conseil régionaux. Ils nous font enfin voir comment le gouvernement du Nouveau-Brunswick a donné le coup de grâce aux Conseils régionaux en mettant un terme aux subventions qu'il leur versait. Dans le dernier texte de cette première section, Robert Laplante dégage deux modèles de développement à partir de l'expérience du reboisement au Québec. Il associe à un modèle de développement dépendant le reboisement entrepris par les grandes compagnies qui tentent de créer

des forêts qui seront adaptées à leurs besoin dans l'avenir. Il distingue, en contrepartie, le noyau d'un modèle «vernaculaire» de développement dans les efforts des coopératives de reboisement. Ce modèle se distingue du premier par son respect des intérêts locaux et de l'environnement naturel.

La seconde section qui s'intitule «Projets alternatifs: de la société civile à la société politique» aborde un thème qui est très voisin de celui de la section précédente. Dans les deux sections, les mouvements sociaux occupent l'attention. Ici, cependant, l'angle d'approche est la menace de récupération de la part de l'Etat qui pèse sur les projets alternatifs. Dans la première contribution de la section, Marc H. Choko fait part de la naissance et de l'évolution de la Clinique d'Architecture de l'Université de Montréal. Il insiste sur le maintien par la clinique d'une autonomie d'opération à l'intérieur du cadre universitaire dans un premier temps, et de la structure gouvernementale des Groupes de ressources techniques, dans un second temps. Paul Villeneuve montre dans le second texte comment le Rassemblement populaire de Québec (le parti d'opposition sur la scène municipale) est demeuré, tout en étant une émanation de groupes populaires, indépendant de ces groupes. Ce parti joue tout de même le rôle, selon l'auteur, de véhicule privilégié pour les positions soutenues par les groupes populaires. Micheline Bonneau et Hugues Dionne se penchent dans le dernier texte sur les difficultés que rencontrent les Organismes de développement communautaires (qui regroupent principalement des propriétaires de lots privés dans l'Est du Québec) dans leurs rapports avec les municipalités régionales de comté (M.R.C.). Bonneau et Dionne attribuent ces difficultés à des différences dans la délimitation des territoires couverts par ces deux types d'organismes. Ils mentionnent aussi une tendance de la part des M.R.C. à privilégier l'industrialisation comme mode de développement au détriment d'une exploitation équilibrée des ressources renouvelables.

La troisième section aborde sous le thème «Aménagement et développement: une dissociation?» Les problèmes posés par la coexistence de l'aménagement, qui consiste en mesures restrictives, et du développement, qui s'appuie surtout sur des incitations de la part des pouvoirs publics. La première contribution, qui est de Lionel Robert examine, à partir de rapports gouvernementaux, l'évolution des membres du couple aménagement-développement au niveau provincial. Robert identifie une forte tendance à une dissociation de ces deux membres qui a persisté jusqu'à la récente Loi 125 créant les municipalités régionales de comté. Dans le texte suivant, Bernard Vachon met en doute l'adaptation des lois-cadres en matière d'aménagement du territoire, adoptées par le gouvernement du Parti québécois, aux conditions socio-économiques qui se profilent à l'horizon. Il insiste en particulier sur l'inadaptation d'une application rigide de la Loi sur la protection du territoire agricole à la réalité démographique et économique des secteurs ruraux situés dans les régions marginales.

La dernière section intitulée «Les nouvelles pratiques: importance et perspective» pose la question des réactions suscitées par les nouvelles structures institutionnelles et légales mises en place par le gouvernement provincial à la fin des années soixante-dix. Il y est aussi fait mention de la dynamique politique qu'elles ont suscitée au niveau local. Jacques Léveillé, dans le premier texte, perçoit les nouvelles structures mises en place par le gouvernement du Parti québécois comme la plus récente manifestation d'un modèle centraliste qui domine depuis la révolution tranquille les rapports centre-périphérie. Il examine les réactions de différents groupes locaux suscitées par ces structures. Il termine en portant son attention sur l'absence de contre-modèle de gouvernement régional de la part des associations municipales (c'est-à-dire de l'Union des municipalités du Québec et de l'Union des municipalités régionales de comté). Bruno Jean met en opposition, dans le second texte, les tentatives de développement régional qui sont tributaires de l'Etat et celles qui sont le fait de groupes locaux d'autogestion. Il voit se profiler derrière ces tentatives, deux modèles antinomiques de développement régional: un modèle de gestion capitaliste qui conduit à un épuisement des ressources naturelles et un modèle de gestion patrimoniale qui sous-tend une forme d'exploitation qui demeure respectueuse des ressources locales. Le texte suivant, rédigé par René Parenteau, porte sur l'usage fait des modalités de consultation publique mises en place en 1978 par le gouvernement provincial et qui sont devenues une composante essentielle du processus d'élaboration des schémas régionaux, d'évaluation des impacts environnementaux, et de création ou de modification des parcs naturels. Parenteau démontre que le rôle prédominant donné aux experts, a entraîné une évacuation de ces consultations des débats de fond sur les choix politiques qui sous-tendent les décisions gouvernementales. Louise Quesnel remet en question, dans la dernière contribution du livre, la notion selon laquelle la Loi 125 a apporté de profonds changements tant dans la nature du rapport entre le gouvernement et les municipalités que dans les forces sociales impliquées localement dans le processus d'aménagement. Elle ne voit pas dans les stipulations de cette loi, de mesures susceptibles de renverser la tendance centralisatrice qui définit depuis des décennies, au Québec, les relations entre le gouvernement et le niveau local. Elle soutient par surcroît, que la faible participation populaire aux nouveaux mécanismes de consultation, permet aux élus locaux et aux forces économiques du milieu de garder la main haute sur l'aménagement.

Cet ouvrage permet de saisir trois tendances majeures dans la réflexion sur l'aménagement au Québec et au Nouveau-Brunswick francophone. Il y a d'abord les tenants du localisme autogestionnaire qui voient là un instrument de développement régional particulièrement bien adapté à la crise économique que vivent les régions périphériques. Il y a, à l'inverse, les critiques de cette forme de localisme. Ces derniers considèrent que c'est là un écran idéologique masquant l'incapacité des régions sous-développées d'initier

seules une relance de leur économie. Ces positions antinomiques divisent plusieurs des collaborateurs en deux camps distincts. Bien qu'elle ne mène à aucun débat ouvert, la tension entre ces deux perspectives est profondément ressentie à la lecture du livre. Enfin, plusieurs auteurs adoptent un point de vue fort critique à l'endroit des nouvelles structures locales mises en place par le gouvernement du Québec. Loin de les définir comme des innovations aptes à favoriser une délégation de certains pouvoirs, ils les considèrent être avant tout des instruments à visée centralisatrice.

Le plus grand mérite de ce livre est peut-être d'offrir une perspective privilégiée sur l'évolution du contexte socio-politique affectant la société locale au Québec, et plus spécifiquement, sur les récents changements institutionnels touchant les municipalités. Dans plusieurs de ses contributions, les enjeux locaux apparaissent être avant tout tributaires de tendances qui affectent la société québécoise dans son ensemble. Ainsi, certains auteurs relient le nouveau vent de localisme aux courants néo-libéraux qui dominent depuis quelque temps le discours politique au Québec. Dans cette perspective, les mesures à saveur décentralisatrice paraissent être la manifestation d'une tendance au repli de la part de l'Etat québécois. Bonneau et Dionne s'expriment de la façon suivante sur ce sujet: «le discours politique actuel de la décentralisation... est bien ajusté à la nécessaire gestion de la décroissance et à l'apparent désengagement de l'Etat» (p. 108).

Ce livre n'échappe pas à certains des problèmes qui confrontent la plupart des ouvrages de ce genre. Les liens entre les textes sont parfois ténus, et certaines contributions semblent quelque peu forcées à l'intérieur des thèmes du livre. Ces problèmes sont toutefois largement compensés par la qualité des textes et par le fait qu'ils offrent, pris dans leur ensemble, une perspective étendue sur la recherche en cours au Québec et au Nouveau-Brunswick francophone sur les questions reliées à l'aménagement. Ceci en fait un ouvrage indispensable pour quiconque s'intéresse à ces questions.

Pierre Filion
School of Urban and Regional Studies
University of Waterloo

Guthrie, Ann. *Don Valley Legacy: A Pioneer History*. Erin, Ontario: Boston Mills Press, 1986. Pp. 213. Illustrations. \$9.95 paper.

This study is mistitled and not very coherent, yet it contains a good deal of interesting material. It is primarily about one family from 1825 to 1901 (or to 1944). Between 1831 and the 1901, John Taylor and his descendents were settled in and around the forks of the Don River in what is now